

ESPAGNOL

EPREUVE COMMUNE : ORAL

Renaud MALAVIALLE, Sarah VOINIER

Coefficient : 3

Durée de préparation : 1 heure

Durée de passage devant le jury : 30 minutes dont 20 minutes d'exposé et 10 minutes de questions

Type de sujets donnés : texte

Modalités de tirage du sujet : tirage au sort d'un sujet (pas de choix)

Liste des ouvrages généraux autorisés : aucun

Liste des ouvrages spécifiques autorisés : aucun

Liste des documents tirés au sort :

- 1- Jorge Edwards, *Aboliciones* (*El País*, 16 de febrero de 2013).
- 2- Silvio Rodríguez, *El diálogo entre Cuba y EEUU* (*El País*, 23 de mayo de 1995).
- 3- Carlos Fuentes, *México, el ascenso de Brasil y el futuro de Cuba* (*El País*, 30 de diciembre de 2008).

Nombre de candidats :

6 en épreuve commune et aucun en option.

Notes obtenues :

08/ 20 ; 12/ 20 ; 14/ 20 ; 15/ 20 ; 15/ 20 ; 17/20

Remarques générales.

Dans l'ensemble, les candidats ont démontré une bonne maîtrise du commentaire méthodique : une présentation précise du document et une mise en contexte avec rigueur ont introduit la proposition d'une problématique. La lecture d'un passage à haute voix et le développement du projet de démonstration annoncé ont souvent convaincu le jury. Rappelons qu'un débit modéré et une articulation correcte sont des qualités indispensables à la communication. L'écoute s'accommode d'une lecture conviviale aussi bien que d'une communication détachée des notes préparatoires à l'exposé. Cependant, les postures ou attitudes excessives, comme l'affectation de distance mal maîtrisée ou le discours lu à haute voix avec les yeux rivés sur le texte, sont deux options pareillement déconseillées lors d'une épreuve orale.

Sur le plan linguistique, le jury a pu noter quelque imprécision dans l'accentuation (usage des accents toniques), même chez les candidats dont l'expression était fluide et riche. Certains parmi eux se sont corrigés lors de l'entretien et le jury a apprécié cet effort.

Sur le fond les différences restent importantes. Les connaissances générales de certains candidats sont remarquables, mais un petit nombre de candidats admissibles ignore encore des problématiques aussi incontournables que les relations historiques entre le Mexique et son puissant voisin du Nord, entre l'Europe et certaines institutions d'Amérique latine, entre les organisations internationales et les États ou les peuples de l'Amérique entière.

Deux documents impliquaient une connaissance minimale de l'histoire des relations entre les États-Unis, la communauté internationale, le peuple et les gouvernements américains en général, cubain en particulier. Ignorer l'existence de personnages historiques, élevés dans leur patrie au rang de libérateurs (*Libertador*), de fondateurs (*Apóstol*), comme ce fut le cas, suivant les époques, de Bolívar, de Sucre, de San Martín ou de Martí, c'est se priver des références indispensables à la compréhension des processus historiques de l'époque contemporaine. C'est aussi se priver, *a fortiori* d'une intelligence élémentaire des processus politiques les plus immédiats et actuels. L'absence de certaines références universelles pouvait ainsi conduire à interpréter difficilement les textes qui les convoquent.

Un candidat et quelques autres ont fait preuve d'une bonne connaissance des relations entre les dernières colonies espagnoles d'Amérique, Cuba et Porto Rico (1898) et les puissances géopolitiques de l'époque. Les circonstances qui ont vu la naissance de la république cubaine, après l'intervention des États-Unis dans la guerre d'Indépendance, étaient parfois bien exposées. De la mort de José Martí sur le front indépendantiste (1895) à l'instauration de nouvelles relations entre les différentes administrations des États-Unis et Cuba, depuis l'Amendement Platt, jusqu'à l'accès à la présidence de la République par Manuel Urrutia en 1959, aucune des grandes lignes de l'histoire d'une île stratégique n'était ignorée par l'un des candidats. Alors capable de prendre la mesure de l'enjeu de la période révolutionnaire qui s'affirme en Amérique latine dès 1959, dans un contexte très particulier, un candidat bien préparé a compris la portée de la lettre ouverte de Silvio Rodríguez, où un projet de loi qui renforce un embargo vieux de trente ans était dénoncé. Une langue exemplaire rendait le commentaire de ce document particulièrement efficace et la réactivité du dialogue avec le jury confirmait la pertinence et la maturité de la réflexion.

Pour la préparation de l'exposé, le jury insiste sur des principes méthodiques décisifs. Après le nom de l'auteur, le titre et la date, le texte du document doit être lu et relu, médité et analysé, cité pendant le commentaire. Le point de vue de son auteur, s'il est évoqué, doit aussi être situé et analysé avec prudence. Le choix de textes classiques et actuels, autrement dit déjà problématisés, invite rarement à des jugements excessifs sur l'opinion d'auteurs soucieux de transmettre une expérience vive, pertinente, éventuellement avec talent. Il ne s'agit donc pour le candidat ni d'affecter une empathie trop enthousiaste ni d'adopter une posture de censeur. Soutenir inconditionnellement le point de vue de l'auteur n'est guère plus recommandable que de le contester sans effort dialectique rigoureux, à moins de déceler quelque prise de position injustifiable selon les valeurs d'un humanisme prudent. Le jury s'efforce de choisir des documents riches de sens et de méthode, publiés par des auteurs et des *media* qui cherchent à dépasser les points de vue partisans. Les candidats à l'oral doivent prendre toute la mesure de ce choix.

La prudence est donc de mise, mais le jury sait apprécier et évaluer les prises de risque et, faut-il le rappeler, ne sanctionne que les jugements mal argumentés, mal documentés ou franchement contradictoires, ou les arguments avancés sans grand effort dialectique ou sans exemple. Tous les points de vue critiques sont acceptables, théoriquement, s'ils sont clairement annoncés, méthodiquement exposés et argumentés, et correctement exprimés. Trop de candidats s'en sont tenus à expliciter le message du texte ou l'opinion de l'auteur, négligeant parfois le sens du mode de communication même de son propos, par exemple.

Outre l'indispensable travail de problématisation historique, géopolitique ou socioéconomique des mondes hispaniques que la préparation au concours exige, les candidats sont invités à préparer l'épreuve orale au moyen de documents variés. Si les tribunes libres, les

éditoriaux et autres articles d'opinion sont à privilégier, l'étude de documents graphiques ou iconographiques, entre autres, améliore la conscience de la spécificité des supports, des formes de communication qu'ils impliquent, de l'impact qu'ils favorisent. Cette variété flatte des formes diverses de mémorisation, d'intelligence et d'expressivité, qui nourrissent le langage, les ressources analytiques et synthétiques des élèves, des étudiants et des citoyens. Les stratégies adoptées par les auteurs en toute maîtrise de l'art, contraignent leur intention de communication et contribuent à l'élaboration d'un sens. C'est justement ce sens et les modalités de sa mise en œuvre, que le jury espère reconnaître ou découvrir dans les propos critiques des candidats.

Présentation des documents.

Des documents signés par de grandes plumes hispano-américaines s'offraient à l'étude méthodique des candidats. Les trois exemplaires tirés au sort, des textes de presse, portaient sur des aires géographiques différentes, mais connectées entre elles. Le premier concernait l'Europe en général, du point de vue de l'écrivain Jorge Edwards. Les deux autres documents exigeaient une compréhension suffisante des relations entre les peuples et les États cubains et américains au sein de la communauté internationale et face à l'opinion publique mondiale. Deux articles étaient rédigés par des écrivains polygraphes dont Carlos Fuentes, un troisième était signé par le *cantautor* cubain Silvio Rodríguez. Ces trois auteurs ont chacun un rapport à la langue, au monde politique et historique d'où ils s'expriment pour des publics habituels ou potentiels. Il convient de qualifier chacune de ces situations de communication et de commenter le message qu'elles rendent possible. La préparation tente précisément de faire l'inventaire de ces différences, le commentaire oral s'efforce en fin de compte de montrer la spécificité du mode de communication, du style et du propos d'un document.

Le premier était un article d'opinion récent. *Aboliciones* (2013), signé par l'écrivain, journaliste et ambassadeur chilien Jorge Edwards, donnait à une rencontre d'intellectuels médiatiques, sans grand écho cependant, la perspective ironique d'une grande conscience historique. Jorge Edwards revient dans cet article sur les apories et quelque impensé de l'Europe et du monde occidental. L'anecdote en forme de parabole permet à l'écrivain, marginalisé dans les circonstances précises d'une rencontre paradoxale, de prendre une revanche littéraire et de participer à un débat permanent, de façon constructive. Un point de vue de surplomb, une première *abolición* d'un public trop pressé, suggérée en fin de texte, rend possible une lecture et une lecture rétrospectives de l'événement. Pareille refondation littéraire permet justement l'écriture de cette tribune et l'émergence du temps de la réflexion. Le récit de l'anecdote, sa mise en intrigue, invite le lecteur au cœur d'une Europe improbable, au sein d'un aréopage d'intellectuels qui débattent d'une crise identitaire. Ce témoignage paradoxal issu d'une frustration, est celui d'un écrivain américain qui s'afflige de la difficulté des Européens à céder aujourd'hui quelque espace à des paroles différentes, à des regards décentrés. Nostalgique de l'époque du *boom* de la littérature latino-américaine, en souvenir des jeunes latino-américains aujourd'hui consacrés et qui interpelaient alors les monstres sacrés de l'Europe de l'après-guerre et de la génération de 1968, Jorge Edwards invoque la figure labyrinthique et cependant moderne de Borges. En son temps, avec d'autres moyens, la problématique était la même. Selon Jorge Edwards, cette problématique identique était cependant mieux abordée qu'en ces temps, selon lui, de fétichisme technologique inquiétant. Aux considérations circulaires d'intellectuels médiatiques à son sens inaudibles, aux temps de la communication électronique, Jorge Edwards oppose l'idée d'une communauté fondée sur la connaissance de l'histoire, des Anciens et des précurseurs de la pensée moderne. Synthèse d'âges antiques, théologiques et modernes, si ces termes, inventés précisément par la modernité, ont un sens, l'Europe est aujourd'hui, selon Jorge Edwards hors d'elle-même. Témoin d'un naufrage dialectique, spectateur impuissant, lors de cette rencontre paradoxale, d'une fermeture intellectuelle

d'un nouveau genre, l'humaniste prudent prend la plume pour libérer une parole constructive loin des espaces infructueux. Là où le scepticisme et le renoncement semblent la norme, Jorge Edwards préfère le silence et s'attarde avec distance sur un récit réflexif, emblématique et riche d'enseignements. Fort d'illustres précédents d'une Amérique métissée, fort de l'expérience d'une Europe hors d'elle mais bien présente dans les idées, les expériences et les hommes d'Amérique latine, l'auteur d'*Aboliciones* la vitalité de l'expérience du Vieux continent dans l'esprit, l'expérience et les actes des citoyens américains. Citoyens du monde actuel nourris par les « classiques » et confiants dans l'avenir, les Européens d'Amérique et d'ailleurs prolongeront l'humanisme classique, judéo-chrétien et moderne, qu'il renaisse ou pas sur les terres qui l'ont vu prendre racine et fleurir. Cette confiance, celle d'un continent qui sut jadis mettre l'avenir, mettre l'histoire au centre des préoccupations humaines, n'appartient plus à l'Europe, ou bien l'Europe a conquis le monde. Plus que l'idée d'une communauté politique portée surtout par des perspectives économiques, l'auteur revendique, à travers la figure de Montaigne, l'écrivain voyageur, comme il aurait pu le faire à travers celles d'Ignace de Loyola, de Cervantès ou de Shakespeare, comme il le fait en évoquant Quevedo, une Europe sans condition géographique dont les rêves mythologiques, théologiques, classiques ou baroques continuent d'irradier la créativité humaine. Dans un monde tout entier entré dans la dynamique du capitalisme, dans la dynamique de l'Occident et des droits de l'Homme, aussi bien que dans celle du partage, dans un monde où une aventure moderne suit son cours, forte de ses racines universelles, Jorge Edwards contribue au débat en partageant ses réflexions dans la grande presse internationale. Dans un projet œcuménique et libérateur, cette mise en perspective critique, dialectique et historique, actuelle, décentrée et donc fructueuse, invite le lecteur à contraindre le champ médiatique à se donner le temps d'un grand débat qui le concerne. La contribution, différée, écrite et réfléchie de Jorge Edwards invite à un débat qui dépasse largement les enjeux formulés par des penseurs médiatiques ou des hommes passionnés de communication immédiate, moins audacieux et circonspects que ne l'étaient les jeunes gens de sa génération, dont certains se sont rendus aux charmes des Syraïnes de toujours. Revenu d'Europe, l'écrivain américain en proie aux vertiges de la pensée sans avenir, songe avec nostalgie à une expérience peut-être à bout de souffle sur le Vieux continent. Il songe en Américain à l'Europe d'extrême occident, en complicité avec un ami Européen, présent au début et à la fin du récit de son aventure, témoin, comme lui, des difficultés de chacun et de tous à l'exercice pratique du décentrement. Jorge Edwards a fait un rêve, celui d'un citoyen du monde confiant dans l'avenir de ceux dont la voix résonne encore dans les vers d'Antonio Machado : *caminante, no hay camino*. Qu'est-ce que l'Espagne, qu'est-ce que l'Europe, qu'est-ce que l'Amérique, telles semblent être les interrogations adressées par Jorge Edwards aux lecteurs de la presse hispanophone internationale, à la communauté des femmes et des hommes de bonne volonté. Histoire d'une abolition, l'anecdote racontée par Jorge Edwards est une parabole de la communication, de ses réussites, de ses échecs et des espoirs qu'elle permet encore et toujours de nourrir, en Europe et partout dans le monde, dans le respect du temps fragile de la circulation du sens entre un sujet et son interlocuteur.

Le deuxième document, intitulé *El diálogo entre Cuba y EEUU*, est une lettre ouverte signée Silvio Rodríguez et publiée dans *El País*, le 23 mai 1995. Dans ce quotidien espagnol d'audience internationale, l'auteur interpelle les citoyens du monde entier (l. 52-53 : « *Cada cual, siempre* ») pour dénoncer le projet de loi présenté par le sénateur républicain Helms-Burton. Ce projet de loi, adopté l'année suivante, en 1996, par le gouvernement démocrate de Bill Clinton sous la pression du Congrès à majorité républicaine, entend prolonger, selon Silvio Rodríguez, la logique de la Guerre Froide, en renforçant le blocus (l. 24-25 : « *el recrudecimiento y la prolongación del bloqueo* »). Après la chute de l'URSS et la disparition du bloc de l'Est, ce projet législatif renforce encore les lois précédentes (Torricelli, 1992), destinées à durcir l'embargo vieux de plus de trente ans et vainement condamné par la communauté internationale des États et des citoyens (« l. 46 : « *las corrientes democráticas* »). Le gouvernement cubain identifie à un blocus cette législation

selon lui hors normes (l. 35-36 : « *obsoleto* », « *inmoral* »). Les prétentions extra territoriales de ce projet sont conformes au régime politique et diplomatique imposé, selon Silvio Rodríguez, par l'administration états-unienne depuis des décennies : la tentative de légalisation, par l'embargo ou le blocus, de la guerre civile (l. 17 : « *legalizar la guerra civil* »). Selon le poète cubain, le succès de cette politique impliquerait la guerre pure et simple entre les anciens propriétaires de l'ère de Fulgencio Batista et les Cubains qui bénéficient aujourd'hui des acquis de la Révolution de 1959 (l. 17-18 : « *desalojar a los obreros [...] enfermos [...] niños* »). Le succès de ces lois parviendrait à dresser les uns contre les autres tous les membres d'une communauté nationale (l. 25 : « *la ya sufrida familia cubana* »). Cette métaphore familiale permet au chanteur de refuser toute distinction entre les Cubains résident à l'étranger, en exil ou en voyage pour des raisons complexes, et les Cubains restés dans l'île pour des raisons non moins complexes. Cette alternative du respect et du dialogue s'oppose aux politiques agressives et s'inscrit dans la ligne d'œuvres littéraires cinématographiques emblématiques de cette époque comme celles de Senel Paz et de Gutiérrez Alea (*Fresa y chocolate*, 1992), entre autres. La publication de Silvio Rodríguez s'inscrit dans la ligne des œuvres d'une période spéciale en temps de paix, qui suggèrent un sens apaisé de l'histoire à tous les acteurs engagés de la communauté cubaine et internationale.

Pour le *cantautor* cubain, ce projet de loi est une agression commise contre un pays pauvre mais souverain (l. 26) et inoffensif (l. 30 : « *es evidente que Cuba no amenaza a nadie* »). Les contraintes économiques imposées de l'extérieur ont selon lui déjà causé beaucoup de tort et infligé bien des souffrances aux Cubains. La métaphore fraternelle permet au poète de lancer un appel à des *hermanos planetarios*, aux membres de la communauté internationale, invités à la vigilance. Face aux conséquences possibles de telles lois, contraires aux principes du droit international, hostiles à la souveraineté des États-Nations, dans une posture prophétique, Silvio Rodríguez appelle les citoyens de bonne volonté à se prononcer pour le dialogue (l. 64 : « *Por el diálogo y contra el bloqueo* »). Le jury a été sensible à l'aptitude des candidats à prendre en compte la dimension internationale et universelle de cet appel particulier d'un chanteur engagé.

Connaître l'histoire des relations entre les États-Unis et Cuba permettait de comprendre la portée de la dénonciation, et de commenter, sans nécessairement l'adopter, la façon dont le poète cubain exprimait un point de vue. Dans le sillage d'un José Martí, il revendique la justice et dénonce une guerre économique, diplomatique et morale, non conventionnelle. L'agression ne lui semble pas laisser d'autre choix que de résister. Une nation entière, paie le prix, sans trêve, de cette résistance. Lutte, résignations ou aux exils intérieurs, extérieurs voire intimes sont le lot commun des Cubains de l'île ou d'ailleurs, de leur famille, avant et après le départ d'un de leurs proches, après son retour quand il est possible. Quand il est encore temps, le chanteur Silvio Rodríguez dénonce dans ce projet de loi l'intention de mettre un frein supplémentaire à la réconciliation et à l'exercice de la liberté. Soulignant le paradoxe entre les principes fondateurs des États-Unis (l. 7 : « *viejo soñador de libertad y de democracia* ») et la politique de son administration, il en appelle à la conscience des hommes et des femmes de bonne volonté, lecteurs de *El País* ou de la presse internationale. Le ton lyrique, pathétique et prophétique, inscrit dans la tradition des discours de José Martí, surnommé « *el apóstol* » par beaucoup de Cubains et d'hispano-américains, prolonge le geste du poète diplomate, de l'acteur de la Guerre d'Indépendance et du théoricien de l'anti-impérialisme (*Nuestra América*) en Amérique. Considéré comme le fondateur d'une nation sur une fierté patriotique, sur son refus, dans la ligne d'autres peuples et nations désormais souveraines en Amérique, d'être les victimes de forces colonialistes et impérialistes d'Europe et d'Amérique, José Martí semble inspirer Silvio Rodríguez. Engagées dans la lutte pour la domination, ces forces sont rivales mais semblables. Silvio Rodríguez réaffirme un droit à s'en affranchir : le droit à une souveraineté sans condition.

Cette tonalité poétique et engagée, c'est aussi celle de la *Nueva Trova* cubaine ou de la *Nueva canción* chilienne. Elle prolonge l'écho des paroles d'adieu de Carlos Puebla à un révolutionnaire internationaliste, presque trente ans plus tard, dans une lettre ouverte publiée par un quotidien hispanophone de référence. Sur un mode désormais œcuménique, Silvio Rodríguez milite en poète *Por el diálogo y contra el bloqueo. Hasta el amor siempre*.

Le troisième document est une tribune publiée dans *El País*, signée par Carlos Fuentes, l'écrivain mexicain prix Cervantès de littérature (1987). *México, el ascenso de Brasil y el futuro de Cuba* propose une analyse personnelle de la situation de l'Amérique latine et tente de suggérer une solution politique continentale. Carlos Fuentes se félicite des avancées du Brésil, il évoque les innovations et les décisions prises par ceux, parmi les dirigeants mexicains et brésiliens, qui ont su, selon lui, travailler dans une continuité bénéfique au développement. Mais les relations internationales avec le Paraguay, l'Équateur et la Bolivie, sans parler des rapports difficiles entre les gouvernements du Venezuela et ceux du Brésil, restent problématiques. Carlos Fuentes est cependant optimiste. Dans la ligne d'un Simón Bolívar, il tente de s'interroger sur ce qui unit l'Amérique latine et sur ce qui la divise pour chercher une solution politique constructive (« *¿Qué haría falta para fortalecer a la América Latina entera en estos momentos de la globalidad crítica?* »). L'axe Mexique-Brésil lui apparaît comme une solution viable. Sans citer les responsables mexicains, Carlos Fuentes dénonce la soumission du Mexique à l'impérialisme actuel, qui limite son rayonnement dans le continent. Une collaboration avec le grand voisin du sud offrirait une occasion décisive de choisir d'autres options. Alors que les puissants voisins du nord, en crise, cèdent un peu de terrain dans la course de vitesse dont l'Asie est désormais un théâtre privilégié, l'avènement prévisible d'un monde multipolaire redistribue les cartes géopolitiques.

Carlos Fuentes situe la question de Cuba dans cette redistribution des cartes. La résistance des dirigeants cubains au modèle capitaliste lui semble enfermée dans une logique imposée par l'administration des États-Unis. Les temps changent selon Carlos Fuentes et les hommes politiques aussi. Les récents changements de personnel politique aux États-Unis lui semblent l'occasion d'envisager un changement de cap vers un développement partagé à plus grande échelle. Dans cette nouvelle configuration politique, le Mexique peut selon lui jouer un rôle déterminant pour le futur de Cuba où l'opposition anticastriste, affirme-t-il, s'essouffle au point de ne plus constituer un frein aux négociations internationales. Si le Brésil devenait le partenaire du Mexique, dans l'intérêt bien compris de l'Amérique rêvée par ses grands hommes et par beaucoup de ses habitants, le Mexique renforcerait sa position dans toute l'Amérique latine.

Cet article permettait aux candidats de démontrer leur capacité de synthèse et d'analyse de l'argumentation de Carlos Fuentes. Le texte de l'auteur d'*Adán en Edén* (2009) et de *La región más transparente* (1958) invitait ses lecteurs à mobiliser l'éventail de leurs connaissances de l'histoire de l'Amérique hispanique et latine, à mettre leur culture générale de citoyens de la République et du monde au service de la compréhension des enjeux des documents étudiés, dans les limites de leurs compétences.

1. Aboliciones, Jorge Edwards, *El País*, 16 de febrero de 2013.

Parece que todo se renueva, o que todo se revisa, pero a veces da la impresión de que todo se repite, de que la historia es circular y cíclica. En momentos de crisis europea, los intelectuales se reúnen, debaten, proponen salidas y se permiten decir algunos despropósitos. Los temas se replantean en otros contextos, con nuevas perspectivas.

5 Asisto a un debate público, en una gran sala de teatro, entre algunos de los pensadores más conocidos de todo el continente : Bernard Henri-Lévy, Umberto Eco, Julia Kristeva, los alemanes Peter Schneider y Hans Christoph Buch, Juan Luis Cebrián, que llega de España y de *El País*, y György Konrád, un poeta y ensayista húngaro que conoció la experiencia del comunismo en su tierra y que ahora conoce los dilemas del poscomunismo y de las economías de mercado. La
10 enorme sala está llena hasta cerca de sus dos terceras partes. No ha venido toda la ciudad a la discusión y es probable que ni siquiera se haya enterado. Pero los asistentes, numerosos, siguen el intercambio en forma apasionada, con los ojos clavados en el amplio escenario, y después de las intervenciones aplauden con entusiasmo. He asistido a debates de esta naturaleza durante décadas. Solo noto el cambio de los tiempos en las máquinas, en las tabletas electrónicas, en los auditores
15 que siguen sus minipantallas y que de repente sacan una fotografía. Siento nostalgia de los años de Jean-Paul Sartre, los de Roland Barthes y Lucien Goldmann y sus amigos, o sus contradictores, en las salas de la *Mutualité* o del *Instituto de Altos Estudios de América Latina*. El « boom » de la novela latinoamericana consistió, en su primera etapa, en que gente joven de entonces, como Vargas Llosa, como Carlos Fuentes, como algunos otros, subieran a esas mismas tribunas y
20 terciaran a menudo con los monstruos sagrados.

Se sostiene, ahora, en líneas generales, que Europa no es una entelequia permanente, inmovible, que se mantiene por encima de los avatares, de las circunstancias, de las crisis. ¿*Europa o caos?*, es el título del encuentro, y algunos señalan que haría falta hablar un poco más del caos, que es una presencia más evidente que cualquier otra. Europa, sostiene
25 Bernard Henri-Lévy, ha sido una idea renovada, reinventada, refundada muchas veces. Hay una relación clásica entre las grandes catástrofes y las refundaciones. La primera guerra mundial, global, en el mundo conocido de la época, fue la Guerra de Troya. Y todo comenzó, como lo enseña la mitología, con el rapto de Europa y más tarde con la entrada en escena del Minotauro. Para eso había que amar a Europa, afirma uno de los participantes : los problemas de hoy derivan,
30 quizá, de que no la amamos lo suficiente. La guerra troyana fue una catástrofe para el universo de la época y una diáspora subsiguiente, cantada en la *Ilíada* y en la *Odisea*, seguida de la maravillosa eclosión del clasicismo : los siglos de Heráclito, de Platón, de Sócrates, de Aristóteles, de los grandes legisladores. En otras palabras, todos los renacimientos que se han sucedido de cuando en cuando en la historia han sido precedidos por catástrofes globales. El proceso
35 contemporáneo de formación de una Unión Europea no es una excepción. Nuestro poeta Vicente Huidobro, hombre de chispazos, de intuiciones fulgurantes, lo intuyó en su poema *Ecuatorial*, obra de acentos apocalípticos, de éxodos y destrucciones, de final de los tiempos.

Siguiendo en Burdeos los pasos de Montaigne tuve la impresión de que el europeo era yo.

El debate podría llevarnos muy lejos. Al día siguiente, en una sobremesa en la que
40 participan dos de los ponentes, recuerdo una frase de Jorge Luis Borges : « Los europeos de ahora somos nosotros ». ¿Por qué?, me preguntan, y digo que Borges tenía conciencia de saber más del pensamiento griego, latino, moderno, que los ciudadanos de la Europa de su tiempo. Nadie podía competir con él en su relación familiar con la filosofía de Platón, con las historias de Heródoto, con las nociones teológicas de los ortodoxos y los heresiarcas de comienzos de la Edad Media,

45 con las ideas de San Agustín y su extraordinaria literatura confesional. La teología, decía, no es más que una rama de la literatura fantástica.

Doy otros ejemplos y mis amigos entienden el asunto mejor. Digo que he leído a Michel de Montaigne desde mi juventud y que he llegado al extremo de escribir una especie de novela ensayo acerca de un supuesto lector chileno de su obra. He hecho una narración y una reflexión
50 sobre el personaje, que un contemporáneo suyo, don Francisco de Quevedo, llamaba el Señor de la Montaña. Pues bien, llegué hace pocos años a un hotel de la ciudad de Burdeos, con el propósito de seguir viaje hasta la torre del ensayista del siglo XVI, y nadie en la recepción, ni siquiera la gerente del establecimiento, sabía quién era. Conseguí llegar por mi cuenta, en un viaje por tren, después de consultar a una señora que atendía el bar de una plaza de pueblo, y he
55 contado el episodio en el mismo libro. Durante toda la búsqueda, el viaje, la aventura, tuve la impresión borgeana de que el europeo era yo. Pero son, claro, impresiones vagas, corazonadas. Solo un sudamericano puede sentir una fascinación parecida frente a una figura de la Aquitania del siglo XVI, a un « príncipe de Aquitania de la torre abolida », como cantó un poeta. « Debiste decirlo », sostiene Hans Christoph Buch, viejo amigo, y me río. Pienso en esa gente del público
60 que se apodera del micrófono para lanzar alguna perorata personal. No estoy para peroratas. Prefiero hundirme en mi sillón de lectura y abolir al público, a los que debaten, a la sala entera con sus maquinarias electrónicas.

2. El diálogo entre Cuba y EEUU, Silvio Rodríguez, *El País*, martes 23 de mayo de 1995

Hermano planetario :

La causa de estas letras es la preocupación que como hombre y como cubano me motiva el proyecto de la ley Helms-Burton, nueva humillación que los políticos más obcecados del gobierno norteamericano pretenden imponer a nuestros pueblos. Para todo el planeta, la intensión de esa ley es insoportablemente ofensiva. Porque ya no sólo se quiere fiscalizar y restringir la
5 libertad de los cubanos, sino someter a sanciones y represalias a todo el que por cualquier razón se relacione con nosotros, sea Estado, empresa o persona. Para el pueblo norteamericano, viejo soñador de libertad y democracia, es una especial degradación que hombres de su Gobierno emprendan semejante ultraje contra el derecho y la dignidad.

El proyecto de ley Helms-Burton supone una vuelta de tuerca extrema al *staff* de medidas
10 coercitivas que desde 1959 se vienen aplicando contra Cuba. Entre la gama de artificios de esta nueva variante se destaca que, aun después de derrocado el Gobierno cubano, habría que continuar el bloqueo hasta que se hubiera indemnizado o devuelto a sus antiguos propietarios los bienes que les fueron nacionalizados a principios de la revolución. Este asunto, que hasta hace
15 algún tiempo sólo se refería a la expropiación de quienes eran naturalmente estadounidenses, ahora se amplía a los cubanos que desde el triunfo revolucionario emigraron y adquirieron esa ciudadanía. Pero según parece, este proyecto de ley no sólo preconiza la devolución del país a sus antiguos dueños : además legaliza la guerra civil que se desataría cuando se intentara desalojar a los obreros de sus fábricas, a los campesinos de sus tierras, a los enfermos de sus hospitales, a los niños de sus escuelas, al pueblo de sus viviendas y en general de sus conquistas. Por otra parte, la
20 inmensa mayoría de los norteamericanos de origen cubano no fueron dueños de centrales azucareras, latifundistas o esbirros de la tiranía batistiana, sino pueblo trabajador, y la experiencia de los últimos años demuestra que aspiran a que las relaciones entre Cuba y los Estados Unidos se normalicen para poder visitar sin trabas a sus familiares. No parece casual que el proyecto de ley

25 Helms-Burton, además de proponer el recrudecimiento y la prolongación del bloqueo, disponga
también de dolores extras para la ya sufrida familia cubana.

30 Cuba es un país pobre, con problemas, pero soberano. La mayoría de los que vivimos en
la isla somos conscientes también de nuestras deficiencias, e inconformes con ellas trabajamos
cada día para superar errores ; prueba de ello es que, desde hace años, aunque sin renunciar a
nuestros logros y convicciones, nos empeñamos en adecuar nuestra sociedad a las realidades del
35 mundo actual. Es evidente que Cuba no amenaza a nadie, que sólo aspira a que la traten
normalmente, a que la dejen trabajar en paz. El único peligro que representa es el de demostrar
que se puede vivir en este mundo y en este hemisferio de otra manera. El único pecado que hemos
cometido es el de no renunciar a nuestra independencia, el de intentar nuestras propias soluciones,
40 el de asumir el coste de querer ser diferentes. El bloqueo al que ha estado sometido nuestro pueblo
durante más de tres décadas no sólo es obsoleto a la luz de las condiciones políticas del mundo,
sino inmoral, porque además de limitar vínculos con países y personas nos impide adquirir
recursos, alimentos, medicinas. Esto lo sufren día tras día nuestros enfermos, nuestros ancianos,
nuestros hijos. La nueva acción anticubana pretende crecer y legitimar esta injusticia e imponer
una complicidad a todos los Gobiernos y seres de la tierra.

45 El proyecto de ley Helms-Burton, y todo lo que representa y lo sostiene, es una vergüenza
y un atraso, y no sólo intenta descalificar a la revolución cubana, sino a Cuba como nación. Se
inscribe en las pretensiones más viejas y bochornosas de absorción de nuestro país como colonia,
y mancilla espantosamente el sentido y la obra de José Martí, de cuyo holocausto este año se
cumple un siglo. Pone a la legislación, y por ende a la moral y a la inteligencia de Estados Unidos
45 y del mundo, ante la disyuntiva de legalizar o no el terrorismo de Estado. Lo hace en desafío a las
corrientes democráticas que cada vez se pronuncian con más sensatez y claridad en favor de
soluciones al diferendo entre Estados Unidos y Cuba ; lo hace en los momentos en que los dos
Gobiernos, con medida y paciencia, han logrado encontrar un punto de diálogo en las cuestiones
migratorias y acaban de firmar un acuerdo que los coloca en un nuevo estadio de perspectivas, en
50 un paso más alto desde donde observar, comprender y actuar en beneficio colectivo.

El tiempo, los recursos, y sobre todo la sangre y los sufrimientos que conforman la ardua
pirámide sobre la que ambos Gobiernos consiguen dar este paso, no pueden ser desdeñados. Es
una responsabilidad verdadera, de todos y cada uno de los que aspiramos a la comprensión y a la
paz entre nuestras naciones, que cada cual, siempre y dondequiera que podamos, juntos o en
55 solitario, nos pronunciemos y actuemos en favor de la normalización de las relaciones entre los
Estados Unidos y Cuba.

Se sabe que no va a ser fácil. Pero hace algunos años, para algunos, no sólo era difícil,
sino inconcebible. Hoy estamos más cerca que nunca de un diálogo que, sin obviar los principios
que nos separan, pueda llevarnos de la mano de las afinidades, que también existen, a la
60 consideración mutua y la convivencia.

Deberemos ser vecinos mientras exista nuestro planeta, mas no sólo por ello llevarnos
bien es una aspiración encomiable. El respeto, la comprensión, el verdadero sentido de la
armonía, por encima de diferencias y características, puede ser una conquista del género humano,
y es una fortuna que debemos sumarle al universo.

65 Por el diálogo y contra el bloqueo,

Hasta el amor siempre.

3. México, el ascenso de Brasil y el futuro de Cuba, Carlos Fuentes, *El País*, 30. 12. 2008

El éxito creciente de Brasil como primera potencia de la América del Sur ha suscitado temores en algunos vecinos [...]. Hay mucho que admirar en el Brasil de hoy. No todos nuestros países han gozado de 14 años de crecimiento sostenido y buena gobernanza. La presidencia de Fernando Henrique Cardoso (1995-2003) venció la inflación sin caer en la recesión. Se dio cuenta de que la inflación es una manera de robar a la mayoría en beneficio de la minoría, pero que, sin inflación, aumenta la responsabilidad social del estado. Cardoso reformó la banca sin hacerle concesiones a los banqueros irresponsables confiados en que el Estado los sacaría de apuros. Y en materia educativa, elevó a la escuela primaria en un 97% de inscripciones, y a la secundaria en un 70%. La educación es la base del desarrollo.

Por otra parte, las exportaciones brasileñas aumentaron de 50.000 millones de dólares en 1998 a 140.000 millones en la actualidad. Subrayo este dato porque las fechas abarcan tanto al Gobierno de Cardoso como al de su sucesor, Luis Inácio Lula da Silva, indicando [...] una continuidad virtuosa de la política brasileña. Con Lula, las exportaciones han aumentado, la deuda pública ha descendido, la cuenta corriente tiene un superávit y la pobreza ha bajado de un 43% en 1993 a un 36% hoy. Lula, además, ha llevado a cabo una política exterior independiente y conduce con brío [...] buenas relaciones con los Estados Unidos, con Cuba y con sus vecinos suramericanos.

Es natural -aunque injusto- que se creen fricciones entre el gigante brasileño y sus vecinos. Los problemas tienen solución. Trátese del tema energético con Paraguay, el pago de la deuda externa ecuatoriana, o las tarifas de gas de Bolivia. El imponderable es Hugo Chávez, para quien la ascendencia de Lula -de Brasil- es vista como rivalidad política y comparación de modelos. Ambas nefastas para Chávez en el momento en que el descenso de los precios del petróleo le roba la baza misma de su poder, demagógico y real. Todo esto, al cabo, no le resta potencia a un Brasil que, bien gobernado como lo ha sido por Cardoso y Lula (con errores nada desdeñables) seguiría siendo, sin disminuir a los demás, la principal economía y gobernanza del sur. ¿Qué haría falta para fortalecer a la América Latina entera en estos momentos de la globalidad crítica?

La respuesta me parece evidente : un eje Brasil-México. No paso por alto un hecho singular de la diplomacia brasileña : la fuerza tradicional de la cancillería brasileña, Itamarati y su capacidad de imponerle políticas al ejecutivo de Planalto. Mi convicción es que el presidente Lula quiere una relación estratégica con México y que a México le conviene esto tanto como a Brasil. A México, porque reforzaría nuestra independencia frente a los Estados Unidos y nuestra influencia en la América Latina [...]. El muy activo e inteligente Lula ha determinado que el aprendizaje de la lengua castellana sea obligatorio en Brasil. Por esta razón compartí con él el Premio Internacional Don Quijote de la Mancha, entregado por el rey Juan Carlos en Toledo, el pasado octubre.

Si España no ve una amenaza en esta decisión, ¿por qué la verían los vecinos de Brasil? Otro gran tema americano, la mala relación entre Cuba y los Estados Unidos, dura ya casi medio siglo. Ambos países portan su parte de culpa. Washington estaba acostumbrado a tratar a Cuba como una colonia. La independencia, obra al cabo de los cubanos, era vista por los Estados Unidos, casi, como una graciosa concesión coronada por el derecho de intervenir en la isla : la Enmienda Platt, derogada además en 1934, aunque no el espíritu de condescendencia al cuasi-protectorado.

La Revolución Cubana y sus secuelas se explican, en buena medida, como una reacción contra esta situación de inferioridad. Sólo que la revolución, para subsistir ante el acoso norteamericano, debió encontrar otros padrinos : la Unión Soviética durante un largo (y peligroso: crisis de los misiles) periodo y luego, con diversos matices, China, Venezuela y una Europa renuente a sumarse a los errores de Washington. La otra cara de la moneda es la de una revolución que le ha dado a Cuba escuela y salud, pero

45 al precio de la libertad política y de los errores económicos. Los defectos son obra de Cuba, por más que se
presenten en Cuba sólo como resultados del ingrato y estúpido boicoteo norteamericano. La baja
productividad de una tierra feraz entre todas, la tácita resistencia del guajiro a las medidas colectivistas, la
cesión moral al sexo y al turismo, las incapacidades de la oferta mobiliaria, alimentaria e inmobiliaria, son
atribuibles, sobre todo, a un autoritarismo ideológico y personalista.

50 El gran cambio se avecina, si no es que ya está aquí. Un país educado no puede aceptar
eternamente un gobierno ineficaz y autoritario. Pero un mundo globalizado está dispuesto a tolerar, y aun
alentar, a un capitalismo autoritario que funcione. Los ejemplos de Vietnam y China son claros. Sus
regímenes no son democráticos. Pero sus economías obedecen a fórmulas de capitalismo, privado y estatal,
sumamente exitosas. Al grado de que China [...] es hoy la dueña de más de la mitad de los bonos del
Tesoro de los EE UU. Y el propio Estados Unidos, país acreedor durante buena parte de su historia, es hoy
55 país deudor en el que el ahorro ha cedido el lugar al consumo y el consumo ha agotado las fuentes del
crédito, anunciando una severa recesión, la más dura desde 1929.

Hay un tercer factor de la ecuación y es México. Tradicionalmente, nuestro país jugó un papel de
intermediario inmediato de equilibrio a largo plazo entre Cuba y los Estados Unidos. México se negó a
romper relaciones con Cuba y mantuvo, con algunas excepciones, una relación, a veces cínica, con la isla:
60 no te metas conmigo y no me meto contigo. Sean cuales fuesen las ventajas y desventajas de semejante
realpolitik, hoy las circunstancias son otras. Los Estados Unidos se disponen a cambiar de presidente y
Barack Obama se presenta con una mente clara a superar errores y crear oportunidades. Cuba es asunto
prioritario en este sentido, porque es asunto artificial en un mundo donde el autoritarismo no impide -
China, Vietnam- excelentes relaciones con Washington. ¿Habría de ser Cuba, para siempre, la excepción
65 sólo porque está a 90 millas de Florida? Había otra razón, por supuesto : la militancia anticastrista de
Miami. Las estadísticas más recientes demuestran que sólo los viejos de Miami se siguen oponiendo, pero
que la mayoría menor de 50 años aprueba una apertura, por condicionada que sea.

Algo más : Guantánamo se convirtió en una vergüenza intolerable para los Estados Unidos. En la
base norteamericana se han violado los derechos más sagrados de la ley de gentes : tortura, detención
70 arbitraria, juicios sin pruebas ni defensa, humillación. ¿Con qué cara, desde Guantánamo, pueden acusar
los « gringos » a los cubanos de violación de derechos? El cierre de Guantánamo, seguido de un diálogo
exploratorio entre Cuba y los Estados Unidos, le da a México la oportunidad de ofrecer una intermediación
benéfica para Cuba, para los Estados Unidos y, desde luego, para México como factor renovado de
conciliación a partir de un régimen democrático que, políticamente, nada le debe ni a Washington ni a La
75 Habana.